

UNIVERSITÉ DE  
VERSAILLES  
ST-QUENTIN-EN-YVELINES



université PARIS-SACLAY

# IL AUSCULTE LES ÉCONOMIES INSULAIRES

Vincent Geronimi | ÉCONOMIE

[www.cemotev.uvsq.fr/](http://www.cemotev.uvsq.fr/)

La perspective du référendum de 2018 sur le type de souveraineté souhaité par le peuple de Nouvelle-Calédonie pose la question cruciale de la diversification du développement économique de l'archipel. Une thématique bien connue de Vincent Geronimi, directeur adjoint du Cemotev (le Centre d'études sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités) de l'UVSQ et spécialiste des questions de vulnérabilité et de soutenabilité des petites économies insulaires.

Son projet de recherche vise justement à identifier les trajectoires de croissance

permettant d'atténuer la dépendance de l'île au nickel, source principale de revenu. « La Nouvelle-Calédonie est vulnérable à des chocs, comme c'est le cas aujourd'hui avec la baisse du cours du nickel, explique l'enseignant-chercheur. Pour se distinguer de la "concurrence" et s'insérer dans l'économie internationale, l'île doit valoriser des produits différenciés à caractère unique, par exemple en exploitant son patrimoine humain, social et culturel. » Car le nickel n'est pas la seule ressource dont dispose l'archipel. L'île bénéficie d'une biodiversité exceptionnelle. Elle compte ainsi plus de 3000 espèces végétales endémiques et ses récifs coralliens et lagons forment un des trois systèmes récifaux les plus étendus au monde, inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

L'autre carte à jouer selon le directeur adjoint du Cemotev est celle du capital social. « L'île a su préserver ses traditions au travers de ses tribus kanaks. Elle peut proposer un tourisme différencié basé sur la découverte de ces coutumes uniques », suggère-t-il. Les résultats de cette recherche ont été compilés dans un ouvrage collectif "La Nouvelle-Calédonie face à son destin" (édition Karthala) réunissant le laboratoire de l'UVSQ, l'Institut agronomique néo-calédonien et le Cirad (le Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement). « Une façon active de participer au débat public ! »